

Comptes rendus / Book Reviews

AMYOT, Chantal et John WILLIS — *Le courrier est arrivé! La poste rurale au Canada de 1880 à 1945*, Gatineau, Musée canadien des civilisations, 2003, 210 p.

Malgré un surtitre relevant en apparence plus de la petite histoire que de la grande, c'est en réalité un véritable objet d'histoire globale qui est ici proposé au lecteur : l'étude du bureau de poste rural, mais aussi urbain, dans son rôle social et culturel, mais aussi économique, politique et même architectural. En étudiant le bureau de poste au cœur des communautés rurales comme un moyen de communication les auteurs s'attachent à répondre à la façon dont la société canadienne du XIX^e et du premier XX^e siècle a résolu les problèmes de la communication et de la transmission des nouvelles au fur et à mesure de l'accroissement des besoins et de l'élargissement de l'espace dominé. Pour étudier la poste comme une institution communautaire locale, l'ouvrage est fondé sur des sources orales (des entretiens avec 28 maîtres de poste) et écrites aux origines variées ne se limitant pas au seul ministère des Postes et une iconographie particulièrement riche : caractéristiques architecturales des bureaux de poste, outils et techniques des postiers, cartes des réseaux de communications et des services publics des grandes et petites agglomérations.

Pour montrer les incidences du bureau de poste sur la vie des Canadiens et l'influence de la population rurale sur la nature et la répartition des bureaux de poste pour l'adapter à leurs propres besoins locaux, l'ouvrage est divisé en cinq chapitres. Le premier décrit les principales caractéristiques du réseau postal dans leur contexte. Le deuxième examine comment le gouvernement a assuré la prééminence spatiale et symbolique du bureau de poste des petites villes. Le troisième chapitre est consacré au maître de poste, ses conditions de travail, sa position sociale relativement aux autres mais aussi ses rapports au politique. Le quatrième chapitre plonge le lecteur au cœur du rôle social du bureau de poste, à travers l'étude des liens que le bureau réalise entre l'aire publique et le travail, autrement dit entre le maître de poste et ses clients. Le dernier chapitre examine tout particulièrement l'ascension et la chute de deux institutions importantes de l'économie rurale : le catalogue de vente par correspondance, qui a permis la constitution d'un marché national de consommateurs, et la caisse d'épargne postale.

Parmi les nombreux apports de cet ouvrage, on retiendra surtout ici l'intérêt de

son approche. En étudiant la poste « par le bas », là où le service est rendu, les auteurs choisissent de retenir ce qui mérite d'abord l'attention : ce à quoi elle sert, avant de savoir comment elle est financée. L'ouvrage permet ainsi de réfléchir au maillage du territoire par un service public, ses avancées et ses résistances. On y voit ainsi à l'œuvre une pratique postale qui modifie les attentes de la population : la poste crée de la régularité, le besoin d'information à des moments propices, des rythmes respectés par l'égalité de l'accès à ses services. Les postiers canadiens y sont engagés dans des procédures minuscules concourant aussi à une transformation générale, qui ouvrent sur une histoire sociale du politique stimulante – pour un lecteur français tout particulièrement. En étudiant le bureau de poste au carrefour des interventions qui ont été essentielles pour l'aménagement des territoires et la multiplication des échanges, moins que comme une institution gouvernementale, les auteurs assurent la continuité d'une histoire économique et sociale enrichie de l'apport de l'histoire de la culture et d'une histoire intellectuelle des objets et des procédés à laquelle Daniel Roche appelait, en France, de ses vœux dans un récent colloque sur l'histoire de la Poste (« Conclusion » dans *Histoire de la Poste, de l'administration à l'entreprise*, sous la direction de Muriel Le Roux, Paris, Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 2002, p. 184).

Au vu de la perspective retenue, il s'agit d'une histoire qui contribue aussi à éclairer les enjeux du présent : l'ouvrage fait le récit de la multiplication des implantations postales, de la ville à la campagne, au point que l'on peut encore aujourd'hui y voir un remède contre la désertification rurale. Comme le signale l'avant-propos, l'ouvrage a été réalisé lors du 100^e anniversaire de l'Association canadienne des maîtres de postes. Ces derniers ont été confrontés dans les années 1980 à une décision gouvernementale de fermeture massive d'établissements et ont fait pression sur le gouvernement, avec la population rurale du Canada notamment, pour tenter de sauver leurs bureaux de poste. L'ouvrage, qui émanant du Musée canadien des civilisations, signe donc aussi la capacité de l'institution à porter un regard sur elle-même autre qu'hagiographique. Si certains passages isolés prennent la forme d'un hommage aux hommes et aux femmes qui ont fait la poste ou le ton du folklore, l'ouvrage évite cependant l'écueil d'un kaléidoscope de monographies régionales.

On pourra peut-être regretter l'absence d'une description du rôle d'une institution dont la « clientèle » territoriale diminue comme l'Église, elle aussi vecteur d'information. On aurait aimé aussi en savoir plus sur le rôle du syndicalisme et de l'organisation du travail au sein des bureaux de poste : ceux-ci mettent-ils en œuvre les préconisations d'un Taylor ou d'un Fayol? Le lecteur spécialiste souhaiterait sans doute encore plus de précisions sur les évolutions du réseau : autrement dit, est-on sûr de ne pas bercer un anachronisme concernant l'importance du monde rural, qui est sans doute plus proportionnelle à son poids politique?

Tel n'est cependant pas l'objet de l'ouvrage, qui se prête d'abord aux questionnements de l'histoire comparée. En effet, contrairement à une approche plus développée et plus classique dans l'historiographie française des Postes où le bureau de poste est étudié comme dernier échelon hiérarchique d'un ministère étatique centralisé (un service extérieur de l'État, en somme), l'étude du bureau de poste comme « centre communautaire » montre que la maîtrise du temps et celle de l'espace s'accroissent

après 1850, cet effort étant indissociable de l'organisation du personnel : de la campagne à la ville se dessinent des pratiques et des exigences culturelles, un esprit de communauté ou de corps, une organisation des carrières et des statuts.

À cet égard, des spécificités entre la poste canadienne et la poste française apparaissent d'emblée. L'exode rural a sans doute commencé plus tôt en France qu'au Canada, où la colonisation a fait sentir longtemps ses effets dans le XX^e siècle. Le sursaut de la population rurale pour défendre ses bureaux de poste date des années 1990 alors qu'en France il correspond au milieu des années 1970. De même, les modes d'organisation des postes française et canadienne diffèrent, les attributions du ministère des postes canadien étant bien moins étendues dans cet État fédéral que celles du ministère des PTT français. Se différencient également les représentations qui leur sont attachées : l'usage du terme « client » pour désigner la collectivité canadienne utilisant les services n'avait guère cours en France à la même période où le terme « d'administré » était plus fréquent. Mais l'ouvrage ouvre sur un même débat comparatif relatif aux contraintes du service public, qui doit situer sa présence par rapport aux administrés français et aux clients canadiens, obéissant à une logique territoriale plus qu'économique.

Ici comme là se pose la question de la poste comme administration ou comme entreprise : comment, en fonction des évolutions économiques et sociales, l'État canadien a-t-il redéfini le service du public par rapport à la logique formelle de l'État en France, où la notion est inscrite depuis le début du XX^e siècle dans une certaine cohérence du droit public? Si cette histoire reste à faire, l'ouvrage suggère en tous cas que l'influence d'un type d'État ou d'un autre (fédéral du côté canadien, centralisé du côté français) ne saurait à lui seul expliquer la totalité des évolutions.

Odile Join-Lambert

Institut de recherches économiques et sociales

ANIDIJAR, Gil — *The Jew, The Arab: A History of the Enemy*. Stanford, CA: Stanford University Press, 2003. Pp. xxv, 261.

Solutions to the conflict between Arab and Jew in the Middle East have been on the table for a long time. Experienced mediators are convinced that outstanding issues — borders, status of Jerusalem, even refugees — could be resolved in a few days. Why, then, does the conflict persist? Why can it not be resolved over a good feast in someone's tent? It seems now that we have the solutions we need to look again for the roots of problems that are deeper and more intractable than can be dealt with by experts in conflict resolution.

We can begin by saying that the dispute is more than a tribal squabble over scarce lands and resources. Indeed, a wide range of theories dig below this surface. Some, echoing Hegel's celebrated passages in the *Phenomenology of Spirit*, describe it as a fight to the death about national recognition. Others maintain that it is best understood as a flashpoint in the "clash of civilizations", while still others, impressed by the power of Jungian archetypes, discern a struggle fuelled by the Biblical arche-